

Emploi: le devoir de vigilance

Par OLIVIER BLANCHARD

Olivier Blanchard est professeur au Massachusetts Institute of Technology. Lundi prochain, «Economie» avec Charles Wyplosz.

Le lundi 20 novembre 2000

Si, il y a quatre ans, on avait annoncé que la France créerait 1,6 million d'emplois dans les quatre années qui suivraient, on aurait été traité de doux rêveur. Et pourtant ces emplois ont été créés, presque deux fois plus qu'entre 1974 et 1996. Le chômage a diminué de 3 %. Le taux d'inflation n'a pas bougé.

La performance est simplement remarquable. Peut-elle être renouvelée? Peut-on diminuer le taux de chômage d'autant dans les quatre années qui viennent? Peut-on repasser en dessous des 5 % avant que la décennie se termine? Ces questions ont été le sujet d'un long débat au Conseil d'analyse économique (un rapport en profondeur par Jean Pisani-Ferry est sur le point d'être publié).

Les réponses donnent à la fois des raisons d'espérer, et des raisons de s'inquiéter.

Les raisons d'espérer.

La situation macroéconomique est fondamentalement saine. Après quinze ans de modération salariale, les taux de profit sont suffisants pour générer l'investissement nécessaire à la croissance. Les produits français sont compétitifs. La balance commerciale est satisfaisante, et le restera même quand l'euro retournera à un cours plus raisonnable.

Tant que ces conditions sont en place, la France peut continuer à croître sans danger.

Les raisons de s'inquiéter.

Que les conditions de croissance soient en place est une chose. Que la croissance se réalise en est une autre. Il faut que la demande soit au rendez-vous.

Et là, les nouvelles règles du jeu macroéconomique, qui lient la politique monétaire à ce qui se passe en Europe - pas en France - et réduisent la marge de manœuvre de la politique budgétaire, ne rendent pas la tâche facile. Tant que les consommateurs et les entreprises resteront optimistes, la demande sera là, et avec elle, la croissance. Mais si, pour une raison ou pour une autre (la vache folle, les affaires, le pétrole), les Français replongent dans la déprime, le gouvernement ne pourra pas faire grand-chose. Et la croissance s'arrêtera, au moins pour un temps.

Que les conditions de la croissance soient en place aujourd'hui n'impliquent pas qu'elles le resteront dans l'avenir. Il y aura des obstacles, et il faudra les éliminer. On en voit déjà un. Un des chiffres les plus inquiétants pour le moment est l'augmentation de la proportion d'entreprises qui indiquent avoir des difficultés de recrutement. Comment ceci est-il possible quand il y a encore près de 2,5 millions de chômeurs? La réponse semble être que beaucoup d'entre eux ont peu d'intérêt, au moins financier, à reprendre un travail.

Entre la perte du RMI et d'autres avantages, ils sont effectivement imposés à des taux de l'ordre de 80 ou 90 %... Un tel taux d'imposition en bas de l'échelle des salaires est inacceptable. Non seulement socialement. Mais aussi, parce que si rien n'est fait, il implique à court terme des pressions sur le marché du travail, le redémarrage de l'inflation, la réaction de la Banque centrale et l'arrêt de la diminution du chômage. D'autres obstacles se présenteront sûrement. Il appartiendra au gouvernement de les identifier au plus vite, de les éliminer. Et de donner aux Français les raisons de rester optimistes